

Regain d'optimisme

Au cours de l'année 2006, la reprise de l'emploi salarié s'est accélérée dans l'économie française, 160 000 postes supplémentaires ont été créés dans les secteurs principalement marchands, non agricoles. Mesuré en glissement annuel, d'un mois de décembre à l'autre, le rythme de progression de l'emploi salarié marchand s'inscrit à +1%, succédant à une hausse de 0,6% en 2005 et de 0,2% en 2004.

Après deux années de recul, l'emploi salarié champardennais repart à la hausse. Les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles augmentent de 0,9%, soit un gain de 2 800 postes de travail. La présence d'activités industrielles relativement plus sensibles aux aléas conjoncturels et un secteur tertiaire parfois moins dynamique qu'au niveau national expliquent - en partie - les écarts entre les évolutions régionales et celles de la France.

Encore en baisse au premier trimestre, l'emploi salarié champardennais se redresse nettement au cours du deuxième, puis la hausse prévaut jusque la fin du troisième trimestre. L'année s'achève par un léger repli des effectifs salariés, notamment dû à quelques fermetures importantes d'entreprises. Au niveau national, les gains d'emplois se répartissent régulièrement tout au long de l'année 2006.

Tous les départements de la région bénéficient de l'amélioration de l'emploi et, comme par le passé, les évolutions restent souvent corrélées aux particularismes des systèmes productifs locaux.

Avec 1,7% d'augmentation, l'emploi aubois réalise le meilleur score, grâce à de nombreuses créations de postes dans la construction, dans le secteur des services aux entreprises et celui des services aux particuliers. Dans la Marne, l'emploi salarié s'accroît de 0,8%, soutenu par des créations d'emplois supplémentaires dans le tertiaire, notamment dans le secteur de l'intérim. L'emploi ardennais gagne 0,7%, profitant de créations nettes d'emplois dans la construction mais aussi du dynamisme

des recrutements d'intérimaires. En Haute-Marne, l'emploi salarié progresse de 0,2%, les pertes d'emplois industriels y sont relativement plus marquées que dans le reste de la région et les gains de postes dans le tertiaire sont plus modestes.

Évolution de l'emploi salarié régional principalement marchand

Unités : nombre et %	Déc. 2005	Déc. 2006	Evolution 2006/2005
Ardennes	59 283	59 703	+0,7
Aube	70 389	71 556	+1,7
Marne	135 632	136 779	+0,8
Haute-Marne	43 146	43 247	+0,2
Champagne-Ardenne	308 450	311 285	+0,9
France	15 530 800	15 690 900	+1,0

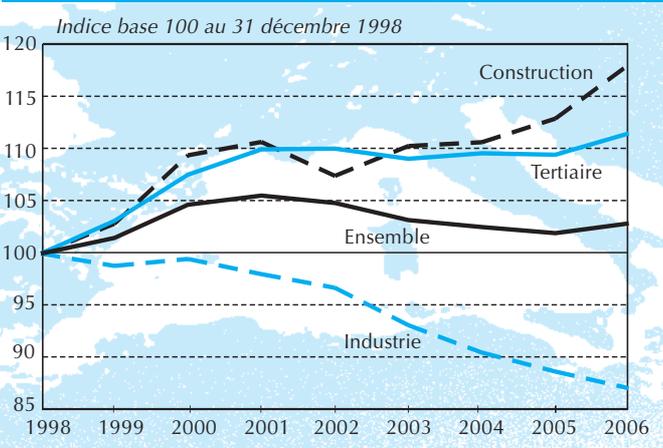
Sources : Insee - Urssaf - Dares

Morosité persistante dans l'industrie

En dépit d'un mouvement de reprise de l'activité dans l'industrie, la baisse des effectifs (hors emplois intérimaires) se poursuit en Champagne-Ardenne (-1,8%), comme dans le reste de la France (-1,7%). Tous les départements de la région sont concernés : -1,8% dans les Ardennes, -2,0% dans l'Aube, -1,5% dans la Marne et -2,3% en Haute-Marne.

Constitué principalement d'équipementiers dans la région, le secteur automobile, stricto-sensu, perd 5,6% de ses effectifs. La faiblesse de la demande, conjuguée à la hausse des prix des matières premières, a obligé les entreprises à rationaliser leur outil de production. Les industries des biens intermédiaires, qui concentrent près de la moitié des salariés de l'industrie régionale, perdent 2,4% de leurs emplois. Les entreprises métallurgiques, qui dépendent de l'automobile, et les entreprises du textile

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels en Champagne-Ardenne



Sources : Insee - Urssaf - Dares

subissent des pertes sensibles. Les industries des biens de consommation (-3,1%) sont encore pénalisées par la poursuite des restructurations dans le secteur de l'habillement, notamment dans l'Aube et dans la Marne. A l'opposé, mais après avoir connu de lourdes pertes en 2005, l'emploi des industries des biens d'équipement se redresse d'une centaine de postes (+0,8%). Les effectifs des industries agricoles et alimentaires ne varient pratiquement pas (+0,3%). Les quelques gains d'emplois proviennent des entreprises aubois, en particulier dans la chocolaterie-confiserie.

Un record pour la construction

Avec une hausse de l'emploi salarié (hors intérim) de 4,6% en Champagne-Ardenne et de 4,1% en France, le secteur de la construction connaît sa plus forte progression depuis 2000. Cette vive hausse s'explique par le maintien d'un niveau élevé d'activité, dans la construction neuve de logements, comme dans la rénovation de l'habitat existant. Le dynamisme des embauches prévaut également dans le secteur des travaux publics. Hormis la Haute-Marne (+1,7%) où les gains d'emplois sont les plus faibles, tous les autres départements de la région enregistrent de fortes progressions : +5,2% dans les Ardennes, +7,2% dans l'Aube et +3,8% dans la Marne. La majorité des créations nettes d'emplois est réalisée au cours du second et du troisième trimestre de l'année. Depuis son point bas, observé lors de la sévère crise des années 93-95, le secteur de la construction champardennaise compte près de 5 000 emplois salariés supplémentaires.

Embellie dans les services

L'emploi salarié du secteur tertiaire essentiellement marchand progresse un peu plus vite en Champagne-Ardenne (+1,9%) que dans le reste de la France (+1,6%). La différence provient, en partie, de l'emploi intérimaire qui a gagné 5,1% dans la région, contre 2,4% à l'échelon national. Le travail temporaire est comptabilisé dans le secteur tertiaire (services opérationnels aux entreprises), indépendamment de l'activité réelle de l'établissement dans lequel est exercée la mission d'intérim. Hors intérim, l'emploi salarié du secteur tertiaire principalement marchand s'accroît de 1,6%. Les effectifs des services aux entreprises progressent de 3,3%, grâce à des créations nettes d'emplois dans les activités fortement utilisatrices de main d'œuvre, comme le nettoyage, la sécurité ou la gestion des supports de publicité. Les embauches demeurent également dynamiques dans les centres d'appel téléphonique de Reims et Troyes. Les effectifs salariés des services aux particuliers gagnent 3,0%, en raison d'embauches dans la restauration, les activités récréatives et les services personnels et domestiques. Le nombre des emplois familiaux continue de croître, notamment pour les services d'aide à la

personne. Par ailleurs, la solidité de la consommation des ménages en 2006 bénéficie à l'emploi dans le commerce (+1,2%), notamment dans l'Aube. Les effectifs des activités immobilières augmentent de 1,6%, consécutivement à la bonne tenue du marché immobilier. En hausse de 1,7%, l'emploi salarié du secteur des transports (hors SNCF) poursuit son redressement. A l'inverse, constituant la seule composante du tertiaire où l'emploi a reculé, les effectifs des activités financières se sont effrités de 0,1%. ■

Une mesure de l'emploi en trois temps

Les statistiques de l'emploi départemental au 31 décembre sont établies en trois phases.
 * Les informations « provisoires » publiées dans cet article sont relatives à l'emploi salarié dans les « secteurs concurrentiels » qui regroupent toutes les activités économiques hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale. Elles proviennent d'indicateurs calculés à partir de l'exploitation des bordereaux de versement de cotisations sociales aux Urssaf renseignés par l'ensemble des entreprises de toutes tailles, y compris les entreprises publiques (SNCF, La Poste, EDF-GDF, etc.). L'intérim est connu par la Dares (Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement) qui exploite les relevés des missions d'intérim que l'Unedic met à sa disposition. Les variations d'emploi sont mesurées à activité constante sur l'année.
 * En fin d'année 2007, des estimations départementales d'emploi « semi-définitives 2006 » sont établies par actualisation d'une base de personnes en emploi, issue du recensement de la population de 1999. Les données exhaustives de l'Unedic - qui constituent alors la source principale de calcul des évolutions - sont complétées par des informations recueillies auprès de divers organismes (fichiers de paye des agents de l'État, enquête auprès des collectivités territoriales, Mutualité sociale agricole, etc.) pour couvrir la totalité du champ économique ainsi que l'emploi non-salarié.
 L'activité économique d'un établissement est celle du 31 décembre et des « glissements d'activité » - d'une année sur l'autre - peuvent alors conduire à des évolutions sensiblement différentes de celles obtenues provisoirement.
 * Enfin, des rectifications - le plus souvent mineures - sur les sources d'actualisation seront réalisées en fin d'année 2007, pour obtenir une statistique « définitive » de l'emploi total au 31/12/2006, pour la région et chacun de ses départements.

Patrick Bouny